

CFDT - CFE/CGC - CFTC - CGT - FO - UNSA - FSU

GREVES et MANIFESTATIONS pour :

le 4 OCTOBRE 2005

- *le pouvoir d'achat,*
- *l'emploi,*
- *les droits,*
- *les services publics.*

**Nous voulons des négociations
et des réponses du gouvernement
et du patronat qui permettent :**

- ***l'amélioration du pouvoir d'achat** des salaires, retraites, indemnités de chômage, minima sociaux pour faire face à la flambée des prix, notamment ceux des produits pétroliers ;*
- ***le développement de l'emploi** stable et qualifié, l'arrêt des plans de licenciement, face à la progression du chômage et à la précarité du travail accentuée par le contrat « nouvelles embauches » et autres contrats aidés,*
- ***la garantie des droits collectifs et individuels** pour faire reculer l'insécurité et les pressions subies par les salariés dans les entreprises,*
- ***le maintien et l'avenir des services publics** pour tous, actuellement en prise aux privatisations et abandon de l'Etat.*

Il est insupportable que les revendications restent depuis si longtemps sans réponse.

De trop nombreux salariés vivent l'insécurité, les difficultés, les fins de mois difficiles alors que les profits des grands groupes du CAC 40 ont augmenté de 70 % en 2004.

Le chômage et la précarité ne cessent de progresser, malgré toutes les tentatives de « trafiquer » les chiffres. Les plans de licenciements, 700 emplois en moins à Imphy en 6 ans, les fins de missions d'intérim, de contrats à durée déterminée, aggravent le chômage au moment où de nouvelles menaces et inquiétudes se profilent à FFB Myennes, Facom Nevers, Dim Château Chinon, ATB Selni Nevers...

Avec son « **contrat nouvelle embauche** » (CNE), qui allonge la période d'essai à deux ans de Villepin s'attaque au fondement du Code du Travail pour généraliser la précarité. Toutes les confédérations syndicales s'opposent au CNE et ont introduit un recours au Conseil d'Etat contre cette mesure.

.../...

Aujourd'hui, le gouvernement, avec sa proposition de crédit d'impôt pour les chômeurs qui accepteraient de changer de résidence, tente d'organiser **un chantage sur tous les salariés** afin de les contraindre à accepter n'importe quel emploi, dans n'importe quelle condition. Le Medef voudrait rétablir l'obligation de recherche d'emploi pour les salariés chômeurs de plus de 57 ans ½ .

Les services publics soumis aux privatisations et logiques de rentabilités financières (privatisation de GDF, de la Poste, asphyxie budgétaire des hôpitaux, projet de suppression de trains corail, démantèlement des services de l'Etat, décentralisation autoritaire, éducation nationale privée de moyens) répondent de moins en moins aux besoins des populations, tout en aggravant les factures payées par les usagers et familles.

GAGNER C'EST POSSIBLE !

Depuis le début de l'année un puissant mouvement social se construit (5 février, 10 mars, lundi de pentecôte...).

Dans plusieurs entreprises **des luttes et négociations ont permis d'obtenir des succès**. Les salariés de **Nestlé** ont ainsi gagné la reprise des productions. Les 22 emplois sauvegardés à la **13ème BSMAT** de Fourchambault, sont le résultat des actions menées.

Pour les **Assistantes maternelles** : une nouvelle convention collective qui rend obligatoire la signature d'un contrat de travail et le paiement des heures supplémentaires.

Seulement le gouvernement refuse de répondre à l'attente sociale et préfère légiférer par ordonnances pour satisfaire aux exigences du Medef.

L'attente des salariés est forte pour que soient enfin prises en compte leurs revendications.

**Dans le cadre de la JOURNEE NATIONALE D'ACTION
et de MOBILISATION le 4 OCTOBRE 2005**

Les organisations syndicales nivernaises CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, UNSA et FSU, appellent l'ensemble des salariés du privé et du public, des petites et grandes entreprises, les demandeurs d'emploi et les retraités,

**à des ARRETS de TRAVAIL
et à MANIFESTER**

**à NEVERS à 16 h – place Carnot –
et à COSNE à 16 h - devant la Mairie -**